

Peut-on dire que les Français sont malheureux?

Claudia Senik

(Paris School of Economics et Université Paris-Sorbonne, senik@pse.ens.fr)

12 octobre 2009¹

Les Français se déclarent moins heureux que la plupart des Européens. Yann Algan et Pierre Cahuc (2007) ont suggéré que cette insatisfaction prenait sa source dans l'absence de confiance qu'ils s'accordent les uns aux autres, ainsi qu'aux institutions de leur pays. Sans vouloir exclure cette interprétation, il est important de noter que des enquêtes de plus en plus nombreuses montrent que l'insatisfaction des Français revêt une grande généralité, au-delà de la question de la confiance ; elle culmine en ce qui concerne le monde du travail. Il apparaît également que la France ne constitue pas un cas isolé mais que sa position est partagée par d'autres pays tels que l'Italie, l'Allemagne et le Portugal. S'agit-il d'un artefact lié à la manière de répondre à ce type de questions ou peut-on identifier des domaines dont les Français (et leurs compagnons d'infortune) sont particulièrement insatisfaits ? Cet article apporte des éléments de réponse à l'aide d'une enquête européenne réalisée en vue de ces questions.

La France malheureuse ou l'Europe morcelée ?

European Social Survey (ESS) est une enquête destinée à mesurer les valeurs et les attitudes sociales des européens. Elle se distingue par sa rigueur méthodologique, notamment dans la prise en compte des biais potentiels issus des difficultés de traduction et des biais d'échantillonnage et notamment de la variation du taux de non-réponse selon les pays ; d'où un cahier des charges exigeant (sondage aléatoire, entretiens en face à face, processus coûteux de validation du questionnaire, voir <http://ess.nsd.uib.no> ou www.europeansocialsurvey.org).

¹ Ce texte a bénéficié des discussions menées au sein du Groupe de travail du Centre d'Analyse Stratégique «santé mentale et déterminants du bien-être » (2009).

Un effort particulier a été consacré à la mesure de différents aspects du bien-être et de la satisfaction individuelle, notamment dans la vague 3. Par rapport aux enquêtes internationales telles sur l'ISSP ou le World Values Survey, l'ESS permet de comparer des populations européennes vivant dans des contextes culturels, géographiques et économiques plus proches, plus propices à la comparaison des réponses recueillies. Un questionnaire identique est passé tous les deux ans depuis 2002 dans 32 pays au total, ce qui permet de disposer d'échantillons conséquents, plus que d'autres enquêtes européennes telles que Eurobaromètre. Les observations ci-dessous sont issues des réponses recueillies auprès de la population de chaque pays lors des trois vagues de l'enquête ESS (environ 5000 observations par pays). La population étudiée est restreinte aux habitants âgés de plus de 15 ans et de moins de 66 ans. Forte de ces précautions méthodologiques, une analyse générale des données issues de cette enquête confirme le constat précédent: les Français figurent systématiquement parmi les populations les moins satisfaites dans de nombreuses dimensions de leur existence, notamment toutes celles qui touchent à l'activité économique.

A la question « Globalement, à quel point diriez-vous que vous êtes heureux ? »², les individus devaient répondre en se situant sur une échelle graduée allant de 0 à 10, où 0 correspondait au label « extrêmement malheureux » et 10 au label « extrêmement heureux ». Peu de gens se déclarent « extrêmement malheureux », si bien que pour ce type de question, la moyenne est traditionnellement autour de 7 ou 8. Dans l'enquête ESS, elle est de 7.2 en moyenne sur les trois vagues (avec un écart-type de 1.9).

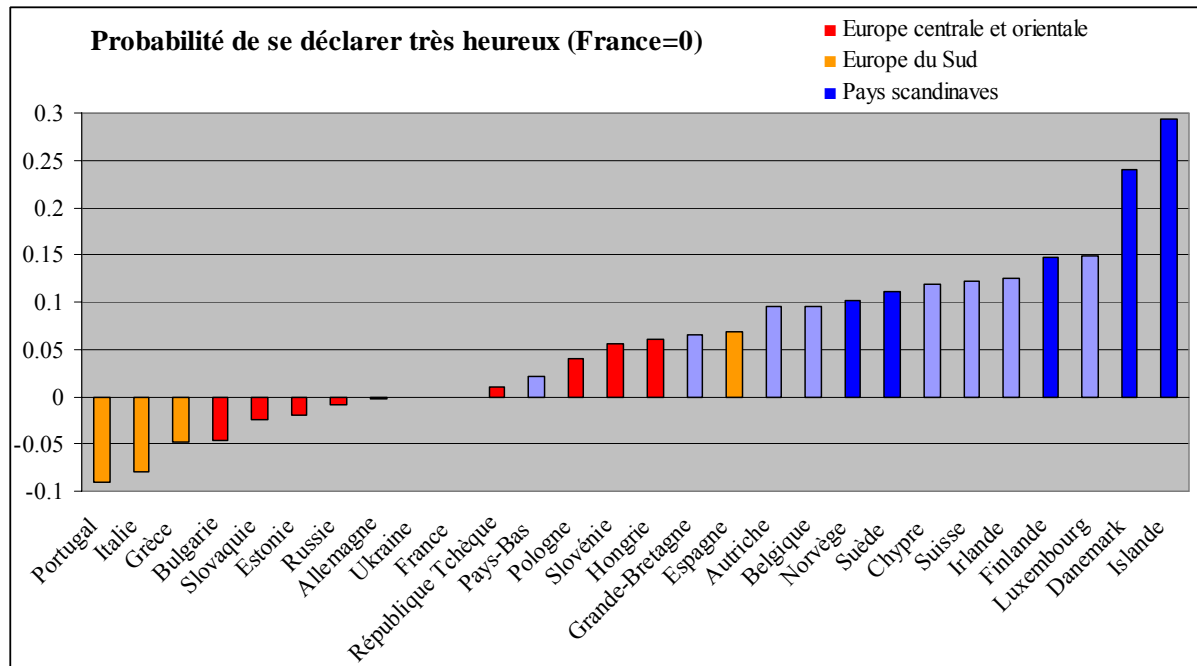
Ce sont les habitants des pays de pays d'Europe centrale et orientale, anciennement socialistes, qui se déclarent en moyenne le plus malheureux. La moyenne la plus basse est atteinte par les Bulgares (5.3) suivis des Ukrainiens (5.8), tandis que le record le plus haut est atteint par l'Islande (8.6) suivi de près par le Danemark (8.3). Du fait de la présence des pays de l'Est, le niveau de bonheur déclaré par les Français se situe exactement dans la moyenne de l'échantillon (on ne reproduit pas ici les différences démographiques, autrement dit, chaque pays a le même poids dans le calcul de la moyenne); sans ces pays, la France serait très proche du bas de l'échelle. Il ne s'agit pas d'une distribution des réponses systématiquement

² *“Taking all things together, how happy would you say you are?”*

décalée vers le bas : les Français se placent moins souvent que la moyenne des pays européens sur les deux échelons les plus élevés (9 et 10), mais ils délaissent également les échelons les plus bas (de 0 à 3) : la tendance française est plutôt de choisir des échelons médians.

Bien entendu ces moyennes peuvent dissimuler des différences selon les groupes sociaux-démographiques composant chaque pays, effet potentiellement amplifié par l'importance variable de ces groupes selon les pays. Pour d'échapper à ces effets de composition, il est plus sûr de recourir à une analyse statistique permettant de raisonner « toutes choses égales par ailleurs » en « contrôlant » l'effet des variables socio-démographiques. Spécifions l'analyse de manière à faire apparaître l'influence statistique du fait de vivre dans tel ou tel pays plutôt qu'en France. Le coefficient estimé mesure alors la probabilité de se déclarer très heureux (c'est-à-dire de choisir les échelons 8 à 10 compris, ce qui est le cas de 27% de l'échantillon). On s'intéresse donc au coefficient associé aux variables indicatrices de pays, la France étant la catégorie omise (donc au niveau 0 par construction). Sur le graphique 1, les pays d'Europe centrale et orientale sont représentés en rouge, les pays scandinaves en bleu foncé, les pays d'Europe du Sud en orangé. Il apparaît que, toutes choses égales par ailleurs, le fait de vivre au Danemark plutôt qu'en France accroît d'environ 25%, la probabilité de se déclarer très heureux ; le fait de vivre en Islande accroît cette probabilité de près de 30% (graphique 1). Très peu de pays de la vieille Europe sont situés à gauche de la France (Italie, Grèce et Allemagne). Seuls les pays d'Europe centrale et orientale -mais pas tous- sont moins propices au bonheur que la France.

Graphique 1 : Effet de résider dans tel pays plutôt qu'en France sur la probabilité de se déclarer très heureux.



Source : ESS, vagues 2002, 2004, 2006. Modèle Dprobit, contrôles : age, age au carré, sexe, enfants, log du revenu du ménage, vagues de l'enquête, statut d'emploi et d'indépendant ou employé, années d'éducation, secteur (agriculture, services, industrie. Cluster (pays).

On obtient un classement similaire en fonction de la probabilité de se déclarer très malheureux (entre 0 et 4, soit 10% de l'échantillon): toutes choses égales par ailleurs, les habitants des pays du Nord ainsi que de l'Espagne et des Pays-Bas ont moins de chances que les Français de se déclarer très malheureux, ceux de la plupart des pays de l'Est davantage. C'est en Italie que le risque de se déclarer très malheureux est le plus élevé (10% de plus qu'en France)! Viennent ensuite la Bulgarie et l'Allemagne (5%), l'Ukraine, la Lettonie, la Grande-Bretagne, la Grèce...

Si les Français (ainsi que les Allemands, les Italiens et les Portugais) se déclarent particulièrement peu heureux, ce n'est pas parce que les sources du bonheur sont différentes dans ces pays. Pour ce qui concerne les variables socio-démographiques observables du moins, la structure de « l'équation de bonheur » de ces pays est tout à fait classique (voir par exemple di Tella, *et al.*, 2003) : le bonheur diminue avec l'âge, puis remonte à partir de 40-45 ans ; les femmes se déclarent plus heureuses que les hommes (sauf dans les pays en transition), les riches se déclarent plus heureux que les pauvres, les actifs plus heureux que les

chômeurs. Observation étonnante mais habituelle, le fait d'avoir ou d'avoir eu des enfants n'est pas statistiquement corrélé avec le bonheur déclaré ; le niveau d'éducation non plus (une fois le revenu pris en compte).

Bonheur, confiance et autres variables de satisfaction

L'enquête ESS confirme la relation positive suggérée par Algan et Cahuc (2007) entre bonheur et confiance. A chaque vague de l'enquête, le questionnaire proposait aux individus d'indiquer à quel point ils faisaient confiance à différentes institutions (le Parlement national, le système légal, la police, les politiciens, le Parlement européen, les Nations-Unies), en choisissant un échelon sur une échelle de 0 (« *pas confiance du tout* ») à 10 (« *totale confiance* »). Plusieurs questions leur demandaient également de se situer entre deux opinions polaires: « *En général on peut faire confiance aux gens* » (10) ou « *on ne saurait trop se méfier* » (0), « *La plupart des gens profiteront de vous s'ils en ont l'occasion* » (0) ou « *la plupart des gens essaieront d'être loyaux* » (10) », « *la plupart du temps les gens essaient d'aider les autres* » (10) ou « *ils s'occupent surtout d'eux-mêmes* » (0).

Ces différentes questions conduisant à un classement similaire des pays, il est commode de construire un indice synthétique de confiance (la somme des réponses choisies par chaque individu). A priori, le score ainsi élaboré peut varier de 0 à 90; de fait, les moyennes par pays s'étagent de 31 (Bulgarie) à 59 (Danemark). La France y obtient un score moyen de 42, proche des mêmes pays que précédemment. On retrouve la typologie de pays évoquée. Tout d'abord le groupe des pays d'Europe centrale et orientale dont le score de confiance est très faible. Ensuite, les pays scandinaves : Danemark, Norvège, Suède, Islande, Finlande ainsi que l'Irlande et la Suisse : il s'agit du groupe de pays les mieux classés en matière de bonheur et de confiance. Entre les deux, le groupe des autres pays de la vieille Europe. Au sein de ce groupe, la France est toujours plus proche de la situation des pays de l'Est, accompagnée, il est vrai, de l'Italie, du Portugal, de l'Allemagne et de la Grèce, dans cette situation de faible confiance relative. A l'exception de ces pays, tous les autres membres de l'Union Européenne sont classés plus haut que la France en matière de bonheur et de confiance déclarés.

Peut-on pour autant attribuer à la confiance la variation du bonheur déclaré selon les pays ? Les choses ne sont pas si simples, car lorsque l'on examine l'ensemble des questions subjectives, « attitudes » sociales, morales et politiques présentes dans l'enquête, on s'aperçoit qu'un bon nombre d'entre elles conduit à un classement des pays assez similaires à celui que

produit le critère du bonheur ou de la confiance, notamment les questions de satisfaction relativement au fonctionnement de la démocratie dans le pays (moyenne pour la Bulgarie : 2.7, France : 4.8, Danemark : 7.4), à la situation économique du pays (Bulgarie 2.6, France 3.6, Danemark : 7.2) ou l'état du système éducatif dans le pays (Bulgarie : 3.5, France : 4, Danemark : 7.4, Finlande : 7.9). Il ne s'agit pas pour autant d'une insatisfaction généralisée. Certains domaines, notamment le système de santé, sont moins sévèrement jugés par les Français que par la moyenne des pays européens, même les plus « heureux », tels que l'Irlande, la Norvège et la Suède. Notons que ce jugement ne provient pas du sentiment d'être en bonne santé : interrogés sur leur état de santé personnel, les Français répondent de la même manière qu'à la question du bonheur.

It's the economy... et surtout le domaine du travail

Au-delà de la question générale du bonheur, l'insatisfaction des Français semble particulièrement liée à leur activité économique. Le fait de vivre en France réduit très fortement la probabilité de se donner une réponse favorable à l'ensemble des questions liées au domaine du travail et des rémunérations (voir aussi Davoine et Meda, 2008), notamment : « *Globalement, êtes-vous satisfait de votre travail actuel ?* » et « *A quel point êtes-vous satisfait de votre niveau de vie ?* » (0 « *extrêmement insatisfait* »... 10: « *extrêmement satisfait* ») ; « *Comment vivez-vous avec votre revenu actuel ?* » (1 : « *très difficilement* », 2 : « *difficilement* », 3 « *j'y arrive* », 4 « *confortablement* »). « *Considérez-vous que vous êtes bien payé étant donné vos efforts et vos réalisations ?* » (1 : « *pas du tout d'accord* »...5 : « *tout à fait d'accord* »).

Aucun pays, hormis la Pologne, n'est associé à une si forte probabilité de se sentir mal payé. Les Slovénes, les Belges et les Suédois (sans parler des Danois) sont de 20% à 40% plus susceptibles de déclarer qu'ils sont payés correctement. Seules la Russie, la Bulgarie, la Lettonie et l'Ukraine connaissent un plus grand risque de se déclarer mécontent de leur niveau de vie. Il est éclairant d'observer que les salariés Français, comme les Allemands, les Grecs et les Polonais, sont ceux qui le plus souvent, toutes choses égales par ailleurs, déclarent qu'il leur serait très difficile de trouver un autre emploi identique ou meilleur auprès d'un autre employeur.

Des travaux ont montré que l'insatisfaction économique était parfois liée aux comparaisons de revenu. Or, la vague 3 de l'ESS permet d'établir que les Français se comparent davantage que

les autres Européens. Surtout, les Français se comparent moins que d'autres européens à leurs collègues, et davantage à d'autres groupes de référence tels que les amis ou la famille. De plus, des études telles que celle de Clark et Senik (2009) ont montré que si les comparaisons de revenu étaient en moyenne associées à un plus faible niveau de bien-être, cela était surtout le cas des comparaisons « sans espoir », c'est-à-dire à des groupes dont rien ne permet d'espérer partager le sort. En revanche, les comparaisons aux collègues sont souvent le fait d'une recherche d'information par des individus en quête de progression professionnelle, une démarche associée à un plus grand bien-être. A cet égard, il est remarquable que le fait de vivre en Suède plutôt qu'en France -la Suède étant un pays dont les habitants accordent une grande importance aux comparaisons- augmente de 20% la probabilité de se comparer à ses collègues plutôt qu'à un autre groupe. De fait, si, toutes choses égales par ailleurs, les individus qui déclarent que les comparaisons sont importantes se déclarent également moins heureux, cela est particulièrement vrai pour les Français (interaction entre le fait de vivre en France et l'intensité des comparaisons, en contrôlant pour le niveau de ces variables).

D'autres exercices fondés sur des interactions de même nature révèlent que si, de manière générale, un revenu plus élevé rend les gens plus heureux, cela est moins vrai en France (interaction négative). Les individus exerçant les professions les plus élevées (cadres dirigeants, cadres supérieurs) se déclarent plus heureux, mais moins en France qu'ailleurs³. Enfin, ceux qui réclament davantage de redistribution des revenus par l'Etat se déclarent également moins heureux et cela est accentué dans le cas français. Cet ensemble d'observations suggère une insatisfaction française particulièrement ancrée dans le monde du travail.

Lorsque le fonctionnement de l'économie est décevant, les individus veulent en corriger les résultats. C'est ainsi que l'on observe une forte proportion de Français déclarant être totalement d'accord avec l'idée selon laquelle « *le gouvernement devrait prendre des mesures pour réduire les écarts de revenu* » (0 : « *totalement en désaccord* »... 5 : « *totalement*

³ Les individus âgés de plus de 50 ans sont moins heureux en France qu'ailleurs (la France est le pays où le taux de chômage des seniors est le plus élevé). Les hommes sont moins heureux que les femmes en moyenne, et moins encore en France qu'ailleurs.

d'accord »). Le score moyen est de 3 au Danemark, proche de 4 en France, en Italie et au Portugal, et au-dessus de 4.4 en Bulgarie.

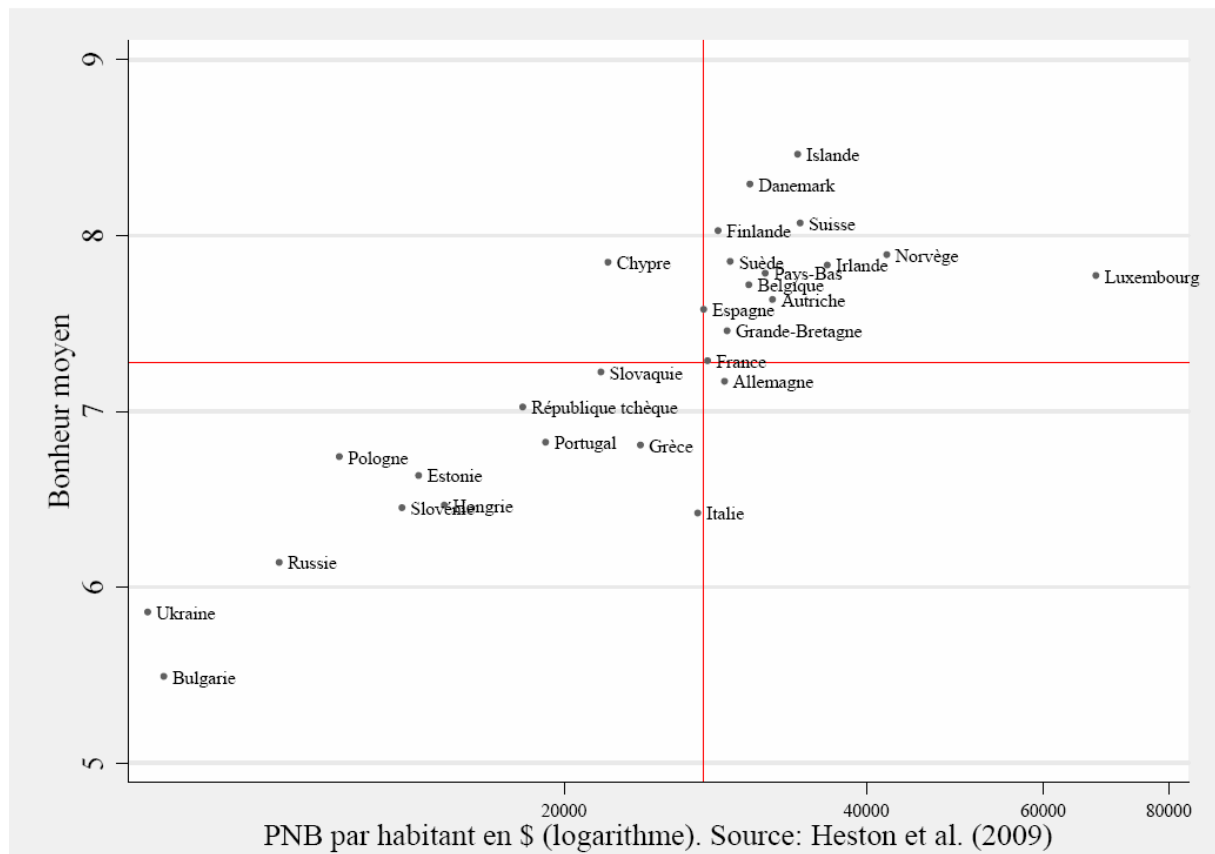
Les Français sont-ils moins heureux parce qu'ils sont moins riches?

Ces résultats conduisent à se demander si le bien-être subjectif et la satisfaction ne reflètent pas simplement le niveau de vie de la population des différents pays étudiés. La particularité des pays d'Europe centrale et orientale est en effet d'être en cours de rattrapage du niveau de vie des pays d'Europe « de l'ouest ». La France et certains pays latins sont également en position moyenne en matière de revenu par tête au sein de l'Europe, le Danemark, la Suisse et l'Irlande étant parmi les pays les plus riches. Les comparaisons de revenu entre Européens pourraient ainsi affecter le bien-être subjectif des habitants des pays relativement les moins riches au sein de l'Europe.

Le graphique 3 suggère que cette idée, sans être fausse, n'épuise pas la question. Il révèle une relation croissante, très nette, entre le logarithme revenu par tête et le bonheur moyen subjectif⁴ ; le coefficient de corrélation entre ces deux grandeurs est de 0.73. Cependant, la France est très mal classée par rapport aux autres pays jouissant d'un revenu par tête similaire. Espagne, Grande-Bretagne, Belgique, Suède et Finlande sont quasiment alignés à la verticale au-dessus de la France, ce qui dénote un niveau de bien-être plus élevé pour un revenu par habitant semblable. A l'inverse, l'Italie, pour un revenu par tête identique, connaît un niveau de bonheur moyen déclaré particulièrement faible.

⁴ Conformément à la théorie économique, de nombreuses études empiriques ont montré que la satisfaction était une fonction non linéaire du revenu : l'effet d'un enrichissement sur le bien-être subjectif est plus fort pour les pauvres que pour ceux qui sont déjà riches. Afin de prendre en compte la forme de la relation entre revenu et bien-être, on représente donc le bonheur moyen en fonction du logarithme du revenu.

Graphique 2 : Revenu par habitant (échelle logarithmique) et bonheur moyen auto-déclaré par pays



La place de la France ne s'explique donc pas entièrement par son niveau de richesse. Elle n'est pas non plus justifiée par les autres dimensions du « développement durable » tels que le niveau d'éducation de la population, les inégalités de revenu, l'espérance de vie ou même l'espérance de vie en bonne santé (Jagger *et al.*, 2008), variables pour lesquelles elle obtient un bon score.

Helliwell *et al.* (2009) soutiennent l'idée d'une substituabilité entre les deux grands facteurs de bien-être subjectifs qu'ils découvrent dans les données issues d'enquêtes internationales : le revenu et le contexte social lié à la confiance. Helliwell and Huang (2008) suggèrent également, sur la base de données canadiennes, que s'élever d'un dixième de la hauteur d'une échelle de confiance sur le lieu de travail serait équivalent à une augmentation du revenu monétaire de 30%. L'analyse du cas de la France montre que malheureusement, les deux dimensions du bien-être sont défectueuses : la confiance et le revenu jouent tous les deux dans le sens d'une réduction de la satisfaction.

Faut-il faire confiance à la mesure du bonheur ?

La convergence des indicateurs de satisfaction subjective et la constance du regroupement des pays selon ces différents critères pourraient jeter un doute sur la mesure du bonheur. Que mesure-t-on exactement lorsque l'on recueille les réponses à ces questions ? La réticence des Français à se déclarer très heureux traduit-elle réellement leur état mental ou bien simplement la manière dont ils l'expriment ? Ne reflète-t-elle pas la (faible) désirabilité sociale de l'expression du bien-être ? Comment savoir si les Français se déclarent moins heureux ou moins satisfaits parce qu'ils le sont effectivement, ou bien parce qu'ils s'expriment de manière moins positive que d'autres européens ?

Afin de surmonter cet obstacle, on recourt généralement à des données de panel, afin de suivre les mêmes individus au fil du temps, de manière à neutraliser cet « effet d'ancrage » dans la manière de répondre aux questions subjectives. Cependant, par définition, cette méthode ne permet pas de comparaisons internationales instantanées. Si l'on tient à cet exercice, il faut donc recourir à d'autres moyens pour établir la fiabilité des observations fondées sur le bonheur auto-déclaré.

Rappelons tout d'abord que le bien-être subjectif déclaré par les individus est corrélé avec leur comportement et permet parfois de le prédire. Ainsi, la satisfaction au travail est-elle un indicateur avancé de la probabilité qu'un individu quitte son emploi (Freeman, 1978). Autre exemple, le bien-être subjectif des époux, et même la différence de bien-être entre eux au moment du mariage, permet de prédire la probabilité de leur divorce ultérieur (Güven, Senik et Stichnoth, 2009).

Par ailleurs, des études menées par les psychologues et les psychiatres (Eugloreh, 2007) ont conduit à établir des scores de « désordre psychiatrique » et de « détresse mentale » (dépression et anxiété)⁵. Ces indicateurs constituent la dimension négative de la santé mentale

⁵ “Mental health, an indivisible part of health, is considered to have a positive and a negative dimension. The positive dimension refers to the concepts of well-being and ability to cope in the face of adversities. The negative dimension relates to negative symptoms defined as psychological distress and mental disorders along a medical definition established through recognised classifications such as chapter V of the International Classification of Disease (ICD10) or DSM IV the US classification worldwide used” (Eugloreh, 2007).

positive mesurée notamment par bien-être subjectif (EC, 2004). On peut alors vérifier la corrélation entre le bonheur auto-déclaré et les scores de santé mentale reconnus par la profession médicale, eux-mêmes corrélés aux taux de suicide, de consommation d'alcool et de psychotropes selon les pays. De fait, les scores de dépression, de détresse psychologique et de désordre de l'humeur mesurés dans l'enquête Eurobaromètre (EC, 2004, p 20) conduisent à un classement des pays semblable à celui que l'on observe dans les données ESS. IL en va de même de la prévalence au sein de la population de pensées, de projets et de tentatives suicidaires⁶.

Au sein de la vague 3 de l'ESS, les questions composant un score de dépression fréquemment utilisé par les psychiatres (CES-D, Radloff 1977) ont été introduites. Il s'agissait pour les enquêtés d'indiquer combien de fois, au cours de la semaine précédente, ils avaient éprouvé les affects suivants : *se sentir déprimé, ressentir toute action comme un effort, ne pas trouver le sommeil, se sentir heureux, se sentir seul, avoir du plaisir à vivre, se sentir triste, ne pas réussir à se mettre en route, avoir beaucoup d'énergie, se sentir anxieux, se sentir fatigué, être concentré, se sentir calme et serein, s'ennuyer, se réveiller reposé* (1 : jamais ou presque jamais, 5 : tout le temps ou presque). En sommant simplement le nombre de réponses à ces questions, on obtient un score de « dépressivité » allant potentiellement de -2 à 88. Le Danemark obtient un score moyen de -0.16 et la Hongrie de 5.8 ; la France est à 3.9, dans le même groupe que d'habitude. On vérifie que le score de dépression mesuré sur les individus interrogés est négativement corrélé avec les questions de satisfaction ainsi qu'avec d'autres mesures d'affect positif introduits dans l'enquête (Huppert *et al.*, 2009).

⁶ Un rapport sur la santé mentale en Europe conclut ainsi : « ... *important differences seem to exist across the diverse EU component especially between Nordic/Central and South countries and between Western and Eastern countries. These differences are paralleled by huge suicidal and alcohol consumption rates differences as well as psychotropic drug uses to name the few available indicators.* » (EC, 2004, p 16).

Si le fait de se déclarer moins heureux est un artefact, il est en tous cas corrélé avec des comportements peu susceptibles de refléter un état de bien-être psychologique.

Conclusion

L'enquête ESS s'ajoute à l'ensemble des données de plus en plus nombreuses qui donnent de la France l'image d'un pays dont les habitants sont relativement moins heureux que la moyenne des Européens. LA France partage cette insatisfaction avec l'Allemagne, avec certains pays d'Europe du Sud (Italie, Portugal), et plus encore avec l'Europe Centrale et Orientale. A l'opposé, Danemark et autres pays scandinaves, Suisse et Irlande se maintiennent au sommet de tous les classements en termes de bien-être et de satisfaction.

Le monde du travail et des rémunérations semble être particulièrement lié à l'insatisfaction des Français, portés sur des comparaisons douloureuses, et très demandeurs de redistribution des revenus. Si certains ont montré que la richesse et la confiance peuvent être considérées comme des substituts, dans le cas de la France ces deux phénomènes jouent ensemble dans le sens d'une réduction du bien-être.

La disponibilité de scores de détresse psychologique dans les données permet de s'assurer que cette constellation de symptômes d'insatisfaction n'est pas un pur artefact lié à la manière nationale d'exprimer son bien-être ou son mal-être. A moins que le fait de se considérer et de se déclarer malheureux ne rende malheureux.

Références

Algan Y. et Cahuc P., 2007. *La société de défiance : comment le modèle social français s'autodétruit ?* Paris : Ed. ENS rue d'Ulm, 102 p. Opuscule no 9 - ISBN 978-7288-0396-5.

Clark A. et Senik C., 2009. « Who compares to whom ? The anatomy of income comparisons in Europe ». IZA DP n°4414.

Davoine L. et Meda D., 2008. « Place et sens du travail en Europe. Une singularité française? », Centre d'étude pour l'emploi, Document de travail n°96.

Di Tella, R. et MacCulloch R., 2006. "Some Uses of Happiness Data in Economics", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 20, pp. 25-46.

EC, 2004. *The State of Mental Health in the European Union*, European Communities, ISBN 92-894-8320-2.

Eugloreh, 2007. "Bilan sanitaire de l'Union Européenne".

Freeman, R. (1978). Job satisfaction as an economic variable. *American Economic Review*, vol. 68, pp. 135-141.

Güven C., Senik C. et Stichnoth H., 2009, "You can't be happier than your wife. Divorce and the distribution of life satisfaction across spouses", PSE WP n°2009-

Helliwell J. et Huang H., 2008. "Well-Being and Trust in the Workplace", NBER Working Paper 14589.

Helliwell J., Barrington-Leigh C., Harris A. et Huang H., 2009. "International Evidence on the Social Context of Well-Being", NBER Working Paper 14720.

Heston A., Summers R. et Aten B., 2009. *Penn World Table Version 6.3*. Center for International Comparisons of Production, Income and Prices at the University of Pennsylvania.

Huppert, H., Marks, N., Clark, A.E., Siegrist, J., Stutzer, A., Vittersø, J., and Wahrdorf, M.; 2009. "Measuring well-being across Europe: Description of the ESS Well-being Module and preliminary findings". *Social Indicators Research*, 91, 301-315.

Jagger C., Gillies C., Moscone F., Cambois E., Van Oyen H., Nusselder W., Robine J-M., and the EHLEIS team, 2008. "Inequalities in healthy life years in the 25 countries of the European Union in 2005: a cross-national meta-regression analysis". *Lancet*, 372: 2124-31, DOI:10.1016/S0140-6736(08)61594-9

Radloff, L. S. (1977). The CES-D scale: A self-report depression scale for research in the general population. *Applied Psychological Measurement*, 1, 385-401.